



Programme « REVIGUATECH »

CANDIDATURE

Cadre du programme

Guadeloupe Tech, cluster numérique de la Guadeloupe met en place, en lien avec la DIECCTE et AIR France, un programme d'accompagnement au développement du modèle économique des entreprises de la filière du numérique, lauréate après l'instruction du dossier de candidature au programme Reviguattech. Cet appui aux entreprises se décline en actions permettant le développement d'activités, en particulier innovantes, la création ou la sauvegarde d'emplois, de faire face aux changements technologiques et via de s'adapter aux nouvelles optimisations de process (diagnostics, journées conseils, définition de stratégie dans les domaines de la gestion/finance, développement commercial, organisation industrielle, prototypage, etc...). Ces prestations sont subventionnées par des fonds « Air France » dans le cadre du dispositif « Revitalisation », prévu dans la Convention Nationale Cadre signée avec l'Etat le 19 août 2016, déclinée dans la convention locale entre le Préfet de Guadeloupe et Air France en décembre 2018, en application de l'article L321-17 du Code du Travail.

Bénéficiaires de l'action

Entreprises du numérique, lauréates de l'appel à candidatures « Reviguattech » sur la base des critères d'éligibilité suivants :

- les entreprises de moins de 3 ans
- les entreprises de moins de 10 salariés
- les entreprises innovantes
- les entreprises à potentiel de création d'emploi sur 1 an

Calendrier du programme

L'appel à candidatures est lancé le 28 octobre 2019 via un formulaire accessible sur les sites de Guadeloupe Tech et la DIECCTE de Guadeloupe. Les candidatures seront instruites et les entreprises lauréates seront informées en novembre 2019. Elles signeront un contrat d'objectifs avec Guadeloupe Tech. Une feuille de route sera validée pour débiter l'accompagnement en décembre 2019.

Candidatures à envoyer à contact@guadeloupetech.com et 971.aacreviguattech@dieccte.gouv.fr

1. PRESENTATION DE L'ENTREPRISE

A. Identité de l'entreprise

Nom du dirigeant :

Associé 1.....

Associé 2.....

SI Plus de 2 associés information champs libre :

Date de création de l'entreprise :/..... / 201.....

Raison sociale :

Nom commercial :

Secteur d'activité :

Code APE : _____

Statut juridique : SA SAS SARL EURL EIRL Micro-entrepreneur

N° d'immatriculation : RCS _____ à

Capital :

Adresse du siège social :

CP : Ville :

Tél. portable : Tél. fixe :

E-mail :

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

❖ Identification des fournisseurs / distributeurs :

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

❖ Business model :

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

❖ La stratégie de développement hors Guadeloupe (si existante) :

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

D. Eléments financiers (business plan)

Prévisionnel financier sur 3 ans

Chiffre d'affaire actuel

Liste d'investissements prévus

Capacité d'autofinancement

Remboursement d'emprunts et prêts d'honneur en cours

Nombre d'ETP (Equivalent Temps Plein) actuel : Prévus :

❖ Quelles sont vos attentes vis-à-vis de notre dispositif d'accompagnement ?

.....
.....

.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....
.....

Signature (nom prénom fonction)

ATTESTATION SUR L'HONNEUR (à compléter)

Je soussignée,, représentée
par agissant en qualité de,
dont le siège social est situé à l'adresse,

....., atteste sur l'honneur :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles suivants du code pénal : les articles 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, le deuxième alinéa de l'article 421-5, l'article 433-1, le deuxième alinéa de l'article 434-9, les articles 435-2, 441-1 à 441-7, les premier et deuxième alinéas de l'article 441-8, l'article 441-9 et l'article 450-1, ou ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne.
- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans d'une condamnation définitive pour l'infraction prévue par l'article 1741 du code général des impôts ou une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne.
- ne pas être en état de liquidation judiciaire ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger.
- ne pas être déclaré en état de faillite personnelle ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger.
- ne pas être admis au redressement judiciaire ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, sans justifier d'une habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché.
- être en règle, en règle des cotisations fiscales et sociales. Les non assujettis fourniront les justificatifs attestant qu'ils n'y sont pas assujettis.
- n'avoir pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire, pour les infractions visées aux articles L8221-1, L8231-1, L8241-1 et L8251-1 du Code du Travail (ou, pour les candidats étrangers, d'une condamnation équivalente pour des infractions similaires).

Certifié sincère et conforme, leà

Signature du représentant légal :